

N°1382

du 27
OCTOBRE
2020



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

LITTÉRATURE

P.2

Le Togolais Sami Tchak, lauréat du
Prix de la Renaissance française 2020

CEDEAO

P.4

Accroître l'accès des ménages à une énergie propre et durable

Le Togo va vulgariser l'usage
du gaz domestique

CORONAVIRUS

P.4

L'application TOGO SAFE
revendique 14.000 utilisateurs

P.6 **Lenteur et goulots d'étranglement dans des projets**

LA BANQUE MONDIALE EXHORTE À LA CÉLÉRITÉ

*Mme Hawa Cissé Wagué
veut plus de dynamisme avec
le ministre Foli-Bazi Katari*



Mme Hawa Cissé Wagué, Représentante-
résidente de la Banque mondiale au Togo

P.3 **A la fin juin 2020**

Le Togo a dépensé
plus qu'il n'en a,
pour 27,33 milliards

P.3 **A mi-parcours de la riposte à la Covid-19**

3 millions de personnes
prises en compte
dans les 117 communes par les volontaires nationaux

AZIMUTS INFOS

Ce gaz à effet de serre 300 fois plus réchauffant que le CO2 inquiète les scientifiques

Pour atteindre les objectifs fixés par l'accord de Paris sur le climat et limiter le réchauffement à 2 °C -- voire 1,5 °C dans le meilleur des cas --, nous devons diminuer nos émissions de dioxyde de carbone (CO2). Mais ce n'est pas tout, nous avertissons aujourd'hui des chercheurs. Nos émissions en hausse de protoxyde d'azote (N2O) mettent plus que jamais notre avenir climatique en péril.

Le dioxyde de carbone (CO2), tout le monde connaît maintenant. Mais savez-vous que le CO2 n'est pas le seul responsable du réchauffement climatique?? Des gaz à effet de serre, il en existe d'autres. Vous avez entendu parler du méthane (CH4)?? Probablement. Du protoxyde d'azote (N2O). C'est moins sûr. Pourtant, ce dernier présente, selon les chercheurs, un pouvoir réchauffant, tenez-vous bien... 300 fois supérieur à celui du CO2! Pour une durée de séjour approximative dans l'atmosphère de 120 ans -- contre environ 100 ans pour le CO2 --, tout de même.

Alors ne faudrait-il pas s'inquiéter également de nos émissions de N2O?? C'est la question que s'est posée une équipe internationale de chercheurs dirigée de l'université Auburn (États-Unis). Elle publie aujourd'hui l'évaluation la plus complète à ce jour de toutes les sources -- naturelles ou anthropiques -- et puits de protoxyde d'azote dans le monde. Une évaluation qui montre que les émissions augmentent plus rapidement que ce qu'imaginaient même les plus pessimistes des scénarios du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui mèneraient à une augmentation de la température moyenne de notre Terre de bien plus de 3 °C.

Le taux de protoxyde d'azote dans l'atmosphère a augmenté de 20 % par rapport aux niveaux préindustriels. En 1750, il était de 270 parties par milliards (ppb). En 2018, il était de 331 ppb. Et au cours des 50 dernières années, la croissance des émissions a été encore plus rapide. Ces quatre dernières décennies, les émissions d'origine humaine ont augmenté de 30 %. Une nouvelle encore plus mauvaise lorsque l'on sait que le N2O est aussi aujourd'hui le plus important agent d'appauvrissement anthropique de la couche d'ozone stratosphérique.

L'agriculture au banc des accusés

Principale responsable de ces émissions : l'agriculture. Et d'abord, l'élevage et les cultures nécessaires pour nourrir les bêtes par l'utilisation d'engrais azotés en excès et la mauvaise gestion des déjections et des résidus de récolte. Ensuite, les rizières qui, immergées puis asséchées de façon intermittente, émettent - comme l'a montré une récente étude -, dans le monde, autant de N2O que 200 centrales à charbon. Au total, le secteur compte pour plus de 85 % des émissions de protoxyde d'azote.

En Chine, en Inde et aux États-Unis, les émissions sont dominées par celles des engrais synthétiques. En Afrique et en Amérique du Sud, il faut y ajouter celles de l'épandage de fumier de bétail. En Europe, en revanche, les émissions ont diminué. Le résultat de mesures prises notamment pour une utilisation plus efficace des engrais.

L'analyse des chercheurs de l'université Auburn révèle également une "rétroaction?" émergente N2O-climat. Le résultat des interactions entre les ajouts d'azote aux cultures pour la production alimentaire et le réchauffement climatique, augmentant encore davantage les émissions provenant de l'agriculture. D'où un besoin urgent de développer des stratégies d'atténuation efficaces. Comme l'usage d'engrais issus de déchets animaux ou végétaux. La diversification des maraîchages. Le recours à la permaculture pour les petites surfaces. Ou encore, la diminution de notre consommation de viande.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récupéré N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression

Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication

Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction

Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvestre D.

Hervé AGBODAN

Maurille AFERI

Pater LATE

Kossiwa TCHAMDJA

Koffi SOUZA

Alan LAWSON

Abel DJOBO

Service photographie

Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature

LAWSON Laté

Graphisme

Guillaume BOGLA

Prix

Le Togolais Sami Tchak, lauréat du Prix de la Renaissance française 2020

L'écrivain togolais Sami Tchak est récipiendaire du Prix de la Renaissance française 2020. Il s'agit d'un prix de l'Académie française des sciences d'outre-mer pour son livre Les Fables du moineau.

Sami Tchak, nom de plume de Sadamba Tcha-Koura, est né au Togo en 1960. Il est auteur de plusieurs romans et essais dont Hermina, Place des fêtes, La couleur de l'écrivain, Al Capone Le Malien, Les filles de Mexico et Ainsi Parlait mon père.

Nous vous proposons ici la re-cension du livre sur le site de l'Académie par Guy Lavorel

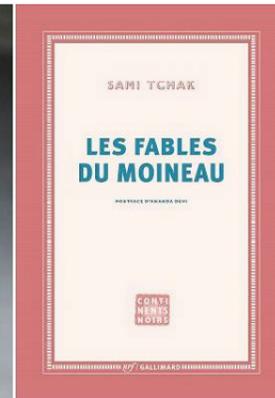
On connaît la tradition africaine du conteur, celle du griot, et tout amateur de cette mythologie aux légendes multiples trouve son bonheur dans cette luxuriance fabuleuse. La plupart du temps, on suit des récits où les animaux donnent des leçons, comme dans la bonne tradition de la fable. Fable et non conte dit-on ici, car si on conte, celui qui interprète est en apparence un modeste animal, un moineau, fabuleux dans sa volonté de dire son expérience sur la vie et la mort.

Et c'est un peu un dialogue entre un nouveau petit prince, Aboubakar, le fils du boiteux forgeron, et l'oiseau. De quoi parler ? « De ces complexes rapports entre la vie et la mort

». Et d'ajouter : « Océans de vie qu'avalera un petit trou noir ! ». Alors arrive la mémoire du village où se succèdent petits et gros animaux, des termites et fourmis à l'antilope, au buffle ou au lion, et chaque fois on doit rappeler la loi : « l'essentiel est immuable », la route de la vie et de la mort se croisent, aussi bien pour les uns que pour les autres, dans ce monde où chacun doit se nourrir, soumis à « l'impératif du ventre », au détriment d'un autre ; et qui croit dominer n'est pas à l'abri.

Le chien peut être cruel, il finira mangé par les mouches, proies futures du moineau. C'est aussi l'histoire de l'escargot et de la gazelle, dans le feu de la prairie et le feu du fusil. L'amitié a parlé, la mort frappé, mais il y aura d'autres vies... Et chacun dans ce monde est soumis à l'amour, homme ou animal ; chacun peut sauver l'autre, comme chacun peut brusquement disparaître...

L'auteur sait donner à chaque fable force et soudaineté qui font alterner vie et mort, mais par le biais d'un dialogue où chacun a son mot à dire pour signifier que rien n'est sûr. Ces récits sont captivants, pleins d'un dialogue direct où règnent aussi bien la considération, la vérité de la nature, et le destin qui reste imprévisible. Y a-t-il une morale ? Ce n'est pas une leçon sur la société, mais il



y a une méditation plus philosophique sur cet échange insoupçonné entre vie et mort, où toute symbolique peut voir surgir son contraire avec autant de véricité. Pourtant la méditation reste langage simple, destiné à être saisi par tous.

Dans un dernier chapitre « Du moineau et de nos vies » par Ananda Devi, on s'élève toutefois dans bien plus de mystère, en étant transporté à Naples, et forcément dans un langage plus sibyllin, celui du mythe de Pulcinella. C'est un monde d'imaginaire, de volcans sous les pieds. On retrouve « le paradoxe qui faisait côtoyer la grandeur et le sordide dans une même dimension ». La vraie lumière doit pourtant être trouvée, celle qui « touche tout le monde », et elle est prête à jaillir, dans un enfantement où l'écriture

sauve imaginaire et mémoire. Mais il faut dépasser une séduction qui révèle une création fantastique, celle d'un œuf au sein de la lave, avec des Pulcinella, des marionnettes aux formes en gestation. Le danger est la mort, mais celle qui engendre l'œuvre d'art face à l'oubli. Si mort il y a bien, après un partage et un sacrifice, les « cris du moineau » témoin sauront révéler toute cette histoire...

Ce texte vient à la suite de Ainsi parlait mon père. On voit bien l'importance d'un héritage. Mais le moyen de transmettre a changé. C'est une fable qui nous fait comprendre qu'on n'est jamais sûr de rien, même de l'écriture. Quoi qu'il en soit, ce nouveau Petit prince nous aura bien joliment apprivoisés...

Prix

L'Observateur toubabou de Thibault Buy Prix du Manuscrit Francophone 2020

L'Observateur toubabou de Thibault Buy, un livre d'un jeune reporter français au Burkina Faso vient de remporter le Prix du Manuscrit Francophone. Fraîchement diplômé de l'École de journalisme de Sciences Po Paris, Thibault Buy est parti en juillet 2015 travailler comme reporter pour L'Observateur Paalga, pionnier des quotidiens privés d'Afrique de l'Ouest francophone. À la fois chronique d'actualité et récit initiatique, L'Observateur Toubabou - Blanc, en dioula - est son premier ouvrage.

Dans un témoignage original, au ton personnel et à la langue délibérément métissée, ce livre vous propose de revivre les événements fondateurs de la présente séquence : le premier attentat djihadiste à frapper Ouagadougou, mais aussi l'échec du coup

d'État du général Gilbert Diendéré, la toute première passation de pouvoirs démocratique depuis l'Indépendance, ou encore la montée en puissance de mystérieuses milices d'autodéfense, engendrant des affrontements intercommunautaires qui font planer sur la " Patrie des hommes intègres " le risque d'une guerre civile.

31 auteurs avaient été retenus à travers les 7 catégories - Essai, Science-fiction, Policier, Témoignages, Poésie, Nouvelles et Roman. Avec des livres venant des quatre coins de la francophonie, comme il se doit en cette journée si particulière.

10 ouvrages venus de France, 3 du Congo-Kinshasa, 7 d'Algérie, 1 de Haïti et de Tunisie, 2 du Maroc, du Cameroun et de Côte d'Ivoire, 3 du Bénin... la Journée démontre encore



une fois qu'elle peut donner la parole aux auteurs du monde entier.

Il y a également un auteur béninois de tout juste 20 ans, et auteur de près de 20 livres recueils de poèmes et roman en alexandrin. De son vrai nom Renauld Gbêtowènonmon,

Renauld d'Avril est un jeune écrivain né le 22 novembre 1998 dans la commune d'Abomey-Calavi. Après obtention de son baccalauréat série D, mention Bien, il décline une bourse d'État à l'École Polytechnique d'Abomey-Calavi. Cette même année, il rejoint l'École Normale Supérieure de Porto-Novo avec le statut de boursier pour y effectuer ses études universitaires.

"C'est un surdoué, sachant que deux poètes sont au jury, Michel Dancel et Keltoum Deffous, et que Julien Kilanga est un des plus grands linguistes de la langue française. Tous trois ont été bluffés par son texte. Il a d'ailleurs gagné beaucoup de prix pour son tout jeune âge?", assure Henri Mojon, président des Éditions du Net.

Presse

Fin du magazine Books : une "société française à ce point en déclin" ?

En 2008 s'invitait dans le paysage littéraire le magazine Books, porté par Olivier Postel-Vinay. Une publication qui avait reçu les plus flatteurs éloges de Daniel Pennac, au croisement de deux modèles : Courrier international et la New York Review of Books. Mais le magazine qui aura, douze années durant, multiplié les formules, vient de signer son dernier article.

Dans une newsletter, le fondateur pose le constat : sans repreneur, Books "va être mis en liquidation?". Un dernier numéro sera adressé aux abonnés ce jeudi, avec pour thématique la bêtise.

La bêtise n'est pas un sujet anodin. Est-elle aujourd'hui en progrès?? La question reste ouverte. Mais c'est plus visiblement que jamais un moteur de l'histoire. Un moteur essentiel, comme l'a illustré l'élection de Donald Trump, comme l'illustre aussi, en France même, l'assassinat et la décapitation d'un professeur du secondaire. Son crime était d'avoir enseigné à ses jeunes élèves l'art de l'esprit critique.

Début octobre, le fondateur pointait déjà les difficultés d'un modèle économique "mis en œuvre à une époque aujourd'hui révolue?". Le principe était simple : vente au numéro, publicité et abonnement.

"?Suivant l'évolution générale de la presse écrite, la vente au numéro a baissé et les recettes publicitaires se sont effondrées. Seuls les abonnements se sont maintenus. Et, en l'espace d'un an, nous avons subi une triple peine : les grèves de décembre-janvier, la pandémie de Covid-19 et la faillite de Presstalis, le principal distributeur de presse en France.?"

Avec une certaine résignation, il poursuit : "?Une entreprise non rentable doit disparaître : c'est dans l'ordre des choses.?" Mais il y a quelque chose de "?moins normal?", nuance-t-il, "?c'est qu'un magazine de qualité dont le seul objectif est de promouvoir

le bon usage de l'esprit critique ne puisse trouver de repreneur suffisamment convaincu de l'intérêt de cet objectif pour investir dans la recherche d'une solution. La société française est-elle à ce point en déclin??"

Si dans son actuel état, Books prend donc fin, "?d'une façon ou d'une autre [il] renaitra de ses cendres?".

Une nouvelle disparition sinistre pour le monde du livre, alors que la revue Le Débat de Pierre Nora mettait également la clef sous la porte après 40 années et 210 numéros, en septembre dernier.

Actualite.com

A la fin juin 2020

Le Togo a dépensé plus qu'il n'en a, pour 27,33 milliards

Late Pater

Cela s'appelle déficit budgétaire. Sur la base des encaissements et ordonnancements effectués, la situation de l'exécution du budget de l'Etat au 30 juin 2020 présente des recettes de 659,71 milliards de francs Cfa (contre une prévision annuelle de 1463,83 milliards de francs Cfa, soit un taux de 45,07%) et des dépenses de 687,04 milliards de francs Cfa (prévues à 1463,83 milliards de francs Cfa, soit un taux de 46,93%). Ce qui donne un solde général d'exécution déficitaire de 27,33 milliards de francs

Cfa. Du côté des officiels, on rassure toutefois qu'il ne s'agit pas d'une situation inédite ; cela se présente presque à chaque exercice budgétaire.

A la fin juin 2020, les recettes du budget général recouvrées à 659,71 milliards étaient en hausse de 14,21% par rapport à la même période en 2019. «Le niveau de performance a, toutefois, été tributaire au démarrage timide des activités liées au recouvrement et à l'impact de l'environnement national, sous régional et international marqué par la pandémie de la Covid-19», souligne un rapport of-

ficiel. Le taux de réalisation des recettes budgétaires est de 39,97%, soit un montant de 356,55 milliards de francs Cfa contre des prévisions annuelles de 891,98 milliards de francs Cfa. On note une augmentation de 1,92% par rapport à fin juin 2019, due essentiellement à une forte réalisation des recettes non fiscales, des dons projets et des appuis budgétaires en dépit de l'impact négatif induit par le coronavirus. Dans ce lot, les impôts ont été recouverts à 289,61 milliards de francs Cfa, soit un taux de réalisation de 42,69%. Par rapport à la même période en 2019,

ils ont ainsi connu une augmentation de 1,92%, soit 6,70 milliards de francs Cfa en valeur absolue.

Au rang des dépenses de personnel (en tant qu'Etat employeur), leur ordonnancement pour le compte du deuxième trimestre de l'année 2020 se chiffre à 54,71 milliards de francs Cfa, soit 23,00% des prévisions annuelles arrêtées à 239,08 milliards de francs Cfa. Comparé à l'année 2019 où cet ordonnancement s'établissait à 50,23 milliards de francs Cfa à la même période, on note une augmentation de 4,48 milliards de francs Cfa, soit un taux de 8,92%. Le cumul des ordonnancements des dépenses de personnel au 30 juin 2020 s'élève à 108,63 milliards de francs Cfa, soit 45,44% des prévisions initiales établies à 239,08 milliards. L'effectif du personnel ayant émargé sur le budget général au cours du trimestre est passé



Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances

de 50 163 agents le 31 mars 2020 à 51 386 agents au 30 juin 2020, faisant apparaître une hausse de l'effectif de 2,44%.

Au même moment, les charges financières de la dette (qui sont les intérêts versés aux créanciers pour le paiement des charges liées aux emprunts de l'Etat) ont engen-

dé un paiement à hauteur de 51,82 milliards de francs Cfa, soit un taux d'exécution de 51,86%. Pour une prévision de 99,93 milliards. Les intérêts de la dette réglés à fin juin 2020 ont connu une hausse de 41,43% par rapport à leur niveau de la même période en 2019.

A mi-parcours de la riposte à la Covid-19

3 millions de personnes prises en compte dans les 117 communes par les volontaires nationaux

Jean AFOLABI

Dans le souci d'étendre et d'accroître les multiples actions des volontaires nationaux, au-delà des chefs-lieux de communes et dans les coins les plus reculés du pays, l'ANVT – Agence nationale de volontariat au Togo – a sollicité et obtenu un financement de la délégation de l'Union européenne au Togo à travers le projet «Volontaire nationaux au cœur de la riposte à la Covid-19». Débuté en avril dernier pour une durée de 6 mois, ce projet contribue à la réalisation de la stratégie na-

Au siège de l'Agence à Lomé, le projet a fait l'objet d'une rencontre avec la presse mercredi dernier. Pour Omar Agbangba, directeur général de l'ANVT, dans un post sur le compte twitter de l'agence, ces volontaires démontreront une fois encore leur engagement au service du bien-être des communautés. «La riposte, c'est l'affaire de tous. Nous devons continuer à observer les mesures barrières recommandées par le gouvernement. Ce projet entend renforcer la contribution des volontaires nationaux à la réduction de la propagation de la

mobilisation des volontaires sur le terrain. A ce jour, plusieurs activités ont été réalisées, dans l'atteinte des résultats escomptés dans le cadre dudit projet».

Il est rappelé que les activités du projet sont essentiellement: le renforcement des activités de sensibilisation et d'information des populations à la base dans les 117 communes du Togo, la sensibilisation des populations sur l'égalité-genre et l'inclusion en vue de l'atténuation des effets des restrictions dus à la Covid-19, la formation des chargés de suivi sur l'accompagnement psycho-social des volontaires en situation de crise, le renforcement des capacités des volontaires professionnels de santé et le personnel de l'ANVT sur la gestion des risques et catastrophes.

Dans le cadre de son Plan stratégique 2020-2024, noton, l'ANVT a décidé de poursuivre le développement du volontariat national en appui aux efforts de gestion des risques et catastrophes au Togo et à l'international. Ainsi, dans l'optique d'apporter un soutien au plan national de riposte à la Covid-19, elle a mis à disposition 5947 volontaires d'engagement citoyen (VEC)

et seniors en mission dans les 117 communes du Togo. Ces VEC sont impliqués dans la sensibilisation des communautés tout en leur fournissant des dispositifs de prévention tels que : les laves mains, les masques, les savons liquides. Aussi, 209 volontaires nationaux de compétence professionnels de santé sont-ils mobilisés au sein des formations sanitaires et appuient le personnel de santé dans la lutte contre la pandémie.

COVID-19 au Togo», a-t-il ajouté. Tout en tenant à remercier les partenaires du projet, à savoir la délégation de l'Union européenne et le Programme d'appui aux personnes vulnérables (PAPV). Quant à Angélo Lawson, représentant de la délégation de l'Union européenne, «le bilan à mi-parcours de ce projet est globalement satisfaisant. Si la pandémie sur le plan national est maîtrisée, c'est grâce à une synergie d'action, dont cette action de



tionale de riposte à savoir : prévenir, détecter et soigner les cas de contamination au virus. Au 30 septembre 2020, à mi-parcours du projet, plus de 2 764 539 personnes sont sensibilisées par les volontaires dans les 117 communes, sur les mesures barrières ; 10 222 dispositifs de lave-mains fabriqués et installés dans les lieux publics et dans les ménages par les volontaires nationaux ; 45 931 masques et plus de 4 904 litres de savons liquide fabriqués.

Dans les 60 milliards attendus pour boucler ses ressources en 2020

27,5 milliards déjà dans les coffres du Trésor public

Jean AFOLABI

Franc succès à près de 95 milliards de francs Cfa ! C'est le montant soumissionné à une opération de cession de deux Obligations assimilables du Trésor (OAT) cumulées de 5 ans et 7 ans vendredi 23 octobre. Pour un total de 25 milliards de francs recherché par le Trésor public sur le marché financier régional. Dans les détails, les performances ont été de 3285,7100 millions de FCFA pour la maturité à 60 mois, et de 24 214,2900 millions de FCFA pour la maturité à 84 mois. L'Agence UMOA-Titres, qui a aidé à monter l'opération, a juste retenu 27,5 milliards pour le Togo. Pour une échéance lundi 26 octobre 2020.

Les deux Obligations sont ressorties avec un taux d'intérêt respectif de 6,4000% et 6,5000%. Et d'une valeur nominale identique à 10 000 francs. Les montants globaux de soumissions respectifs étaient de 56 464,5900 millions de FCFA et de 38 470,6700 millions

de FCFA. En gros, la première sortie du Trésor public du Togo sur le dernier trimestre 2020 s'est traduite par un franc succès. Le remboursement de ces obligations se fera le premier jour ouvrable suivant la date d'échéance (remboursement In Fine), indique le Trésor public.

En plus des 573,703 milliards de francs Cfa réalisés en 3 trimestres de titres publics par adjudication sur le marché financier de l'Union monétaire et économique ouest africain (Uemoa), le Trésor public du Togo envisage de lever 60 autres milliards de francs au cours de ce quatrième et dernier trimestre de l'année. C'est ce qui ressortait du calendrier des émissions publiques au titre des trois derniers mois de 2020. Il se présente comme suit : deux Obligations assimilables du Trésor (OAT) cumulés de 5 ans et 7 ans pour un total de 25 milliards, le 23 octobre prochain ; une émission d'Obligations d'une maturité de 5 ans le 13 novembre de 15 milliards ; et une

émission de Bons assimilables du Trésor (BAT) de 12 mois, d'un montant de 20 milliards le 27 novembre.

Sans considération des succès éventuels des futures émissions – ce qui est le cas du Togo ces derniers mois –, le Trésor public du pays devrait s'en sortir avec **près de 634 milliards** pour le financement des actions du gouvernement au titre de 2020.

Pour l'ensemble des huit (8) Etats de l'Union – Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo –, ce programme fait état d'un montant de **818 milliards** qu'il est prévu de lever par voie d'adjudication, réparti comme suit : **310 milliards de bons du Trésor ; 508 milliards d'obligations du Trésor**. Par mois, ces ressources sont prévues à raison de : 340 milliards en octobre, 315 milliards en novembre, et 163 milliards en décembre.

En rapport avec la pandémie de Covid-19

356 millions d'enfants vivent dans l'extrême pauvreté

On estime qu'un enfant sur six — soit 356 millions de personnes dans le monde — vivait dans l'extrême pauvreté avant la pandémie. Et cette situation devrait s'aggraver considérablement, selon une nouvelle analyse du Groupe de la Banque mondiale et de l'UNICEF – Fonds des Nations unies pour l'enfance. Cette analyse note que l'Afrique subsaharienne — où les filets de protection sociale sont limités —

compte deux tiers des enfants vivant dans des ménages qui vivent avec 1,90 dollar par jour ou moins par personne, soit sous le seuil international d'extrême pauvreté. Près d'un enfant extrêmement pauvre sur cinq dans le monde se trouve en Asie du Sud.

L'analyse montre que le nombre d'enfants vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de 29 millions entre 2013 et 2017. Cependant, l'UNICEF et le Groupe de la Ban-

que mondiale avertissent que la pauvreté des enfants s'est considérablement aggravée en 2020 en raison des effets économiques négatifs de la pandémie de COVID-19, ce qui rend plus crucial et urgent que jamais le soutien des gouvernements aux ménages pauvres ayant des enfants, et les efforts que doivent faire les pays pour reconstruire leur capital humain pendant la reprise.

Accroître l'accès des ménages à une énergie propre et durable

Le Togo va vulgariser l'usage du gaz domestique

Les intentions de la CEDEAO :

- * favoriser l'accroissement de l'accès au produit,
- * réduire le tarif,
- * renforcer le système de distribution du GPL,
- * faciliter l'acquisition des équipements...

Jean AFOLABI

La CEDEAO – Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest – vient de boucler des soumissions individuelles, à l'effet d'aider le Togo à disposer d'une Politique/stratégie nationale de promotion et de vulgarisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL). Ceci en vue de contribuer à l'accroissement de l'accès des ménages à ce combustible moderne et propre dans un contexte de développement énergétique durable.

Sur une période de quatre (4) mois, il s'agira pour le consultant désigné de faire un diagnostic approfondi du sous-secteur du GPL du Togo. Entendre, de manière non exhaustive : une revue du cadre institutionnel, légal et réglementaire régissant l'activité du GPL ; un analyse de la structure du marché, notamment du système d'approvisionnement, de production, d'importation et de distribution du GPL ainsi que des acteurs publics et privés ; une description des infrastructures existantes, notamment les infrastructures de réception des butaniers, de stockage, de transport et d'emplissage ; une évaluation du parc de bouteilles de GPL, des équipements et accessoires ainsi que les règles de sûreté ; une analyse de la politique de prix du gaz et des équipements ; une identification et analyse détaillée des lacunes et barrières existantes.

Il sera fait une projection de la consommation du GPL sur les quinze (15) prochaines années et analyser les impacts induits par cette croissance, si croissance il y aura, sur le plan d'infrastructures et sur le système d'approvisionnement, de distribution et de contrôle. Il sera enfin conçu un document de Politique/stratégie nationale «réaliste», alignée sur les grandes orientations de la Stratégie régionale de la CEDEAO sur le GPL. Qui sera traduite sous forme d'un texte national ; à adopter par les instances statutaires du pays.

D'après les consignes de l'organisation communautaire, «les actions à définir devront concourir particulièrement à une amélioration de la réglementation, à favoriser l'accroissement



de l'accès au produit, à réduire le tarif, à renforcer le système de distribution du GPL, à faciliter l'acquisition des équipements et à renforcer la sécurité dans leur maintenance ainsi qu'à accroître la sensibilisation des populations». La démarche de la CEDEAO est de vulgariser l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié dans la région. Le 09 août 2018, elle s'était mobilisée à Abuja, au Nigeria, pour valider sa Stratégie régionale de vulgarisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL) dans l'espace communautaire, dans le but d'améliorer son économie et de répondre aux défis en matière de santé et de dégradation de l'environnement associés à l'absence d'accès au GPL, en particulier dans les zones rurales de la région.

A l'occasion, elle avait noté que, malgré la mise en place par la CEDEAO de politiques telles que la Politique régionale des énergies renouvelables et la Politique régionale de la bioénergie, le taux d'accès au GPL restait inférieur à 10% en Afrique de l'ouest, avec 90% des utilisateurs

concentrés dans les centres urbains de la région.

Renforcer davantage la coopération au sein de l'espace UEMOA

Partage de connaissances entre le Fonds OPEP et la BOAD, en faveur du public et du privé

Jean AFOLABI

VIENNA, Autriche, 22 octobre 2020/ — Le Fonds OPEP pour le développement international (Fonds OPEP) (www.OPECFund.org) et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) ont signé un accord-cadre destiné à renforcer davantage leur coopération en matière de développement dans les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L'accord est axé sur un renforcement de l'engagement et du partage des connaissances entre les deux institutions et garantit une coopération renforcée dans le financement

conjoint de projets des secteurs public et privé, ainsi que le soutien au commerce international et à l'intégration régionale. Il constitue également, selon un communiqué, une occasion pour le Fonds OPEP et la BOAD d'unir leurs efforts dans l'atténuation directe des répercussions négatives de la COVID-19 sur l'activité économique dans les pays d'Afrique de l'Ouest

En signant l'accord au nom du Fonds OPEP, son directeur général, le docteur Abdulhamid Alkhalifa, a déclaré : « Nous sommes enchantés de développer notre partenariat et de collaborer avec la BOAD en faveur de notre cause commune. Les pays d'Afrique de l'Ouest affichent un potentiel important en matière d'accroissement des flux commerciaux et de renforcement de la



compétitivité, ce qui stimulera la croissance, réduira la pauvreté et créera de nouveaux emplois dans la région. L'expertise mondiale du Fonds OPEP, associée à la forte présence régionale de la BOAD, aidera la région à résister aux répercussions de la pandémie et à améliorer sa compétitivité au sein de l'économie mondiale».

Serge Ekué, président de la BOAD a salué « l'engagement et le partenariat croissant entre l'Afrique et le Fonds OPEP, qui se traduit par un soutien à la BOAD depuis plusieurs décennies maintenant, contribuant ainsi à la croissance et au développement durable dans les États membres de l'UEMOA ». Il a ajouté que la mise en œuvre de cet accord-cadre contribuera à soutenir les objectifs du nouveau plan stratégique de la BOAD pour la période 2021-2025,

dans le but « d'accroître les effets de ses interventions en matière de résultats de développement en finançant des investissements productifs et en créant des emplois pour les jeunes et les femmes, tout en accordant une attention particulière aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME), aux infrastructures de transport et à la numérisation, à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, à l'énergie, à l'immobilier, à la santé et à l'éducation ».

Le Fonds OPEP et la BOAD collaborent depuis 1983 et ont financé conjointement 25 projets de financement public, privé et commercial. Le Fonds OPEP a également accordé trois prêts directs à la BOAD en vue de soutenir le secteur privé et les projets de financement du commerce au sein de l'UEMOA.

Lutte contre la propagation du coronavirus

L'application TOGO SAFE revendique 14.000 utilisateurs

Late Pater

« Merci aux 14 000 personnes qui utilisent déjà Togo Safe. L'action de l'application n'est efficace que si le maximum de personnes l'utilise. Aidez-nous à mieux vous protéger ». C'est ce message posté sur le réseau social Tweeter qui a annoncé la nouvelle. Et ce, en moins de deux mois de l'officialisation du lancement de l'application mobile.

Début septembre 2020, le Gouvernement togolais lançait TOGO SAFE, une application mobile de « contact-tracing » pour renforcer la recherche des contacts d'une personne testée positive à la Covid-19 et mieux endiguer la propagation du virus au Togo. TOGO SAFE utilise la fonction Bluetooth du téléphone de son utilisateur pour l'alerter lorsqu'il a été en contact avec une personne testée positive au coronavirus. L'identité de la personne testée positive n'est jamais révélée. Pour ce faire, l'application s'appuie sur les données de connexion Bluetooth du téléphone de l'utilisateur testé positif au coronavirus pour identifier les différentes personnes avec qui,



ce dernier a été en contact durant les trois dernières semaines. Ces personnes sont immédiatement et anonymement alertées pour qu'elles puissent s'isoler et se faire tester si nécessaire, afin d'éviter la prolifération de la maladie en cas de contamination.

Véritable outil de santé publique, TOGO SAFE permet également aux autorités sanitaires de s'assurer du respect par les voyageurs, de l'obligation de quarantaine à laquelle ils sont

soumis à leur arrivée sur le territoire togolais en attendant les résultats de leur test ou s'ils sont testés positifs au coronavirus. Outre ces fonctionnalités, l'application permet à ses utilisateurs de visualiser, en temps réel, le nombre de cas Covid-19 se trouvant dans leur zone de localisation, d'accéder à des conseils de santé et à un répertoire de numéros verts utiles pour toute assistance liée à la Covid-19.

LE NOUVEAU
REPORTER

www.lenouveaureporter.com

L'info, accessible



FOOTBALL/ELIM. CAN 2022

Michel Dussuyer appréhende les difficultés liées à la Covid-19

Les prochaines journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), programmées en novembre, en pleine pandémie de Covid-19, sont une équation difficile à résoudre pour les sélections africaines, qui sont obligées de s'adapter à ce contexte, a déclaré le sélectionneur du Bénin, Michel Dussuyer.

Hervé A.

"Nous n'avons pas le choix, il va falloir s'adapter", a dit le technicien français dans un entretien téléphonique avec l'APS.

Avec cette pandémie, il est difficile de savoir à quoi s'en tenir, a expliqué le sélectionneur des Ecureuils, l'une des révélations de la Coupe d'Afrique des nations 2019.

"Les équipes ne sont pas à l'abri du Covid-19, comme lors de la fenêtre internationale, où des joueurs ont déclaré forfait, et des matchs ont été annulés", a rappelé Dussuyer.

L'équipe du Bénin, qui ambitionne de retourner en phase fi-

nale de la CAN, aura une double confrontation contre le Lesotho en novembre prochain.

"Ce sont des matchs importants, dans la suite des éliminatoires, mais nul ne sait ce que demain sera fait", a souligné le technicien français, constatant comme tout le monde que la pandémie de Covid-19 a repris dans certaines parties du monde, dont l'Europe.

Si le championnat avait démarré au Bénin, cela aurait été plus bénéfique pour la préparation des prochains matchs, a-t-il estimé, regrettant que ce ne soit pas le cas.

Dans le cadre de la préparation de sa double confrontation, le



Bénin a battu en match amical le Gabon 2-0, le 11 octobre dernier.

Pour les deux premières journées des éliminatoires de la CAN 2021, l'équipe du Bénin avait

perdu contre celle du Nigeria (1-2), avant de battre celle de la Sierra Leone (1-0), lors de la deuxième journée.

CAF

Des présidents de fédérations invitent Ahmad à briguer un deuxième mandat

Des présidents de fédérations de football demandent, au président de la Confédération Africaine de Football (CAF) Ahmad Ahmad de se porter candidat à l'élection d'un nouveau mandat à la tête de de l'instance panafricaine.

Au total 46 présidents de fédérations de football des six zones régionales d'Afrique sur 54, appellent Ahmad Ahmad, président de la Confédération Africaine de Football (CAF) à briguer un second mandat à la tête de l'instance fai-

tière du football africain.

"Aujourd'hui, nous, présidents des six conseils des associations africaines de football, soutenus par 46 présidents de nos 54 associations membres, appelons le président Ahmad à se présenter pour un second mandat afin de poursuivre sa réalisation", indique un communiqué rapporté par BBC.

Les présidents de fédérations de football espèrent que le président Ahmad Ahmad accepte la propo-

sition afin de garantir la victoire à la prochaine élection présidentielle de la CAF, de poursuivre le développement du football africain. "S'il décide de le faire, nous le soutiendrons."

Les prochaines élections de la Confédération africaine de football (CAF) auront lieu le 12 mars 2021 dans la capitale marocaine, Rabat. La date limite pour postuler est le 12 novembre. Récemment, le Malgache avait indiqué ne pas avoir encore décidé s'il va briguer

un nouveau mandat. La course fait d'ailleurs rage entre plusieurs prétendants. Mais, jusqu'à présent, aucune offre formelle n'ayant encore été soumise par aucun candidat.

Élu le 16 mars 2017, Ahmad Ahmad arrive bientôt au terme de son premier mandat. Il avait, pour rappel, battu Issa Hayatou (34 voix contre 20), qui dirigeait l'organisation depuis 1988. (Source : sportdrome)

CAF

La CAF signe un accord de partenariat avec l'ICSS

Un accord de partenariat a été signé le 24 octobre 2020 entre la Confédération Africaine de Football (CAF) et le Centre International pour la Sécurité dans le Sport (ICSS), pour renforcer les programmes de sûreté, de sécurité, d'intégrité et d'autonomisation des jeunes au sein du football africain.

Les deux organisations vont œuvrer ensemble pour développer des programmes de formation et promouvoir les normes de sécurité les plus élevées possibles au sein des Associations Membres de la CAF. La CAF et l'ICSS collaboreront sur plusieurs projets. Au premier rang desquels figurent des programmes de formation destinés aux agents de sécurité, la mise en place d'un réseau plus professionnel d'officiers de sécurité en Afrique et la poursuite du développement des opérations de sécurité à travers des programmes conjoints au sein des fédérations, ligues, clubs de football, académies et autres parties prenantes, y compris celles opérant au niveau local. "La CAF est une or-

ganisation axée sur les valeurs qui relie les acteurs aux communautés à travers l'Afrique. La bonne gouvernance et la sécurité sont des piliers clés de notre plan de transformation. La sécurité et l'intégrité sont pour nous des priorités absolues et une condition de base pour tout match de football. Je prends particulièrement à cœur la question des jeunes joueurs. Les jeunes athlètes ne sont pas des marchandises. Ce sont des êtres humains et ils doivent être traités comme tels. Nous sommes fiers d'être une voix de premier plan dans la volonté de protéger, promouvoir et sauvegarder le football et ses supporters. Nous attendons avec impatience une collaboration fructueuse avec l'ICSS", a déclaré Ahmad Ahmad, Président de la CAF.

Pour la CAF, le football a la capacité unique d'inspirer petits et grands. L'organisation souhaite en faire un puissant outil éducatif, qui promeut l'acceptation des différences, et qui combat la violence, en particulier parmi les jeunes qui sont



les plus à risque.

"Au nom de l'ICSS, je voudrais remercier le président Ahmad et la CAF pour leur engagement à protéger le football en Afrique (les régions de football les plus dynamiques et les plus diversifiées au monde) et j'ai hâte de voir progresser avec eux les efforts pour relever les défis très réels auxquels le football est maintenant confronté pour sa sécurité et sa crédibilité. Par exemple, on ne fait pas assez pour arrêter le trafic de

jeunes joueurs africains. En tant qu'organisation internationale œuvrant pour la protection du sport, l'ICSS s'engage à protéger les jeunes joueurs et à sensibiliser le public au problème croissant de la traite des enfants dans le football. Avec la CAF, nous pensons que les membres et les gouvernements pourraient faire plus pour protéger les potentielles futures stars", a déclaré M. Mohammed HANZAB, le président de l'ICSS.

Salt Lake City hésite sur la date

Les Américains n'en démordent pas : ils présenteront dans un avenir plus ou moins proche une candidature aux Jeux d'hiver. Le comité national olympique et paralympique (USOPC) a même déjà choisi la ville : Salt Lake City. Mais la question de la date n'est pas encore tranchée. Dans la capitale de l'Utah, un comité de candidature a été mis en place.

Il a tenu une réunion de travail mercredi 21 octobre, au terme de laquelle sa présidente, Cindy Crane, a déclaré aux médias : "A ce stade, nous n'avons pas encore de réponse sur la date des Jeux pour lesquels nous allons postuler. Mais nous serons prêts, que ce soit pour 2030 ou pour 2034. L'équipe travaille très dur pour être positionnée de réussir."

A défaut de trancher entre les deux éditions à venir des Jeux d'hiver, l'équipe de Salt Lake City s'est dotée cette semaine d'un code de conduite et d'une politique d'éthique. Elle a également établi les règles en matière de conflits d'intérêts et adopté une résolution sur la diversité. En janvier dernier, le CIO a révélé que sa commission des futures villes hôtes discutait avec deux autres potentielles candidatures aux Jeux d'hiver en 2030 : Sapporo, au Japon, et un dossier espagnol Pyrénées/Barcelone. Au Canada, la ville de Vancouver pourrait également rejoindre la course.

L'AMA révèle 18 cas suspects

Le ciel continue de se couvrir de nuages pour l'haltérophilie mondiale. Après la valse des présidents, la semaine passée, l'actualité du moment revient sur un sujet plus traditionnel dans la discipline : le dopage.

L'Agence mondiale antidopage (AMA) a dévoilé jeudi 22 octobre, via un long communiqué très détaillé, les premiers résultats de son enquête sur les pratiques pour le moins douteuses de la Fédération internationale d'haltérophilie (IWF).

L'enquête a débuté il y a trois ans. Elle est toujours en course. Grâce à une nouvelle méthode de détection, capable notamment de découvrir les substitutions d'urine au moment du prélèvement des échantillons, l'AMA a pu identifier au moins 18 haltérophiles soupçonnés d'avoir utilisé une telle pratique. Ils sont issus de six pays.

Tous ces athlètes se seraient servis de "doubles" qui se faisaient passer pour eux au moment du contrôle. Ils pouvaient ainsi fournir un échantillon d'urine sans trace de produit dopant. Ces cas suspects vont être transmis à l'Agence de contrôles internationale (ACI), à laquelle l'IWF a délégué la mise en oeuvre de son programme antidopage.

Thomas Bach ne voyage plus

Crise sanitaire oblige, la sédentarité est devenue le quotidien de Thomas Bach. Le président du CIO devait se rendre en Corée du Sud, pour recevoir ce lundi 26 octobre le Prix de la paix de Séoul 2020, en reconnaissance de ses efforts pour promouvoir la paix et pour sa contribution à la réussite des Jeux olympiques d'hiver de 2018 qui ont rapproché les deux Corées.

Mais il ne fera pas le voyage. En cause, l'escalade dans la propagation du COVID-19 en Europe. "La situation sanitaire se détériore en Suisse et en Europe en général, ce qui rend les voyages plus difficiles, donc le président du CIO, de même que le CIO et la Fondation culturelle du Prix de la paix de Séoul, ont décidé d'un commun accord qu'il serait préférable que la cérémonie se déroule virtuellement", a annoncé l'instance olympique dans un communiqué.

Le prix a été créé en 1990 pour commémorer le succès des Jeux olympiques d'été de 1988 à Séoul, et pour célébrer "l'esprit d'harmonie et d'amitié" qui a prévalu lors de la compétition. Depuis, la Fondation culturelle du Prix de la paix de Séoul décerne sa distinction tous les deux ans. Thomas Bach recevra bien son prix ce lundi, mais au cours d'une cérémonie en visioconférence.

Umar Kremlev affiche ses soutiens

La bataille s'annonce dense pour la présidence de l'AIBA. Après l'Azéri Suleyman Mikayilov, le Dominicain Bienvenido Solano, le Néerlandais Boris van Der Vorst et l'Emirati Anas Al Otaiba, tous candidats déjà déclarés, un cinquième homme pourrait bientôt se lancer dans la course.

Le Russe Umar Kremlev, actuel secrétaire général de la Fédération russe de boxe, n'a pas encore officiellement annoncé sa candidature. Mais son équipe le fait à sa place, en ménageant un faux suspense. Elle annonce que cinq fédérations nationales ont publiquement pris position à ses côtés, en lui demandant de se porter candidat pour le poste suprême.

Les fédérations de boxe d'Ukraine, Serbie, Colombie, Paraguay et des Iles Solomon ont rédigé des courriers appelant le dirigeant russe, âgé de 38 ans, à se lancer dans la bataille. La date limite pour déposer une candidature a été fixée au 2 novembre. Les élections à la présidence de l'AIBA doivent se dérouler pendant le prochain congrès annuel de l'instance, prévu les 12 et 13 décembre 2020 en mode virtuel.

Lenteur et goulots d'étranglement dans des projets

LA BANQUE MONDIALE EXHORTE À LA CÉLÉRITÉ

Mme Hawa Cissé Wagué veut plus de dynamisme avec le ministre Foli-Bazi Katari

Late Pater

Le 22 octobre 2020, elle se félicitait des échanges fructueux avec la Cheffe du gouvernement togolais et a réitéré l'engagement de la Banque mondiale à accompagner la nouvelle équipe gouvernementale et les axes prioritaires de sa politique telle que déclinée devant l'Assemblée nationale le 2 octobre dernier. «*Ça été un plaisir de rencontrer Madame le Premier ministre et d'échanger avec elle sur les priorités de développement de son gouvernement. La Banque mondiale reste engagée à supporter ses priorités de développement du pays. On va ajuster notre intervention dans le pays pour plus d'inclusion sociale, transformer l'économie pour créer beaucoup plus d'emplois surtout l'emploi décent, aussi pour accompagner le gouvernement dans la modernisation du pays. Le gouvernement a déjà pris les bonnes décisions pour relancer l'économie et donner les bases pour une croissance beaucoup plus inclusive et beaucoup plus forte. La digitalisation étant un facteur important dans la lutte contre la Covid-19, on va rester aux côtés du Togo dans ce cadre*», a rapporté la presse officielle sur les propos de Mme Hawa Cissé Wagué, représentante-résidente de la Banque mondiale au Togo, après son entretien avec Mme Victoire Tomégah-Dogbé.

Mais pour que cet engagement se concrétise dans les délais, le Togo doit se mettre en position d'être aidé. En clair, le pays doit nettoyer tout ce qui retarde la bonne exécution des projets. Ces couacs qui fâchent souvent, Mme Hawa Cissé Wagué en a fait cas, deux jours plus tôt, avec le ministre de l'environnement et des ressources forestières, Foli-Bazi Katari. Au cœur de leurs échanges, les projets en cours de mise en œuvre au ministère et financés par la Banque mondiale dont le projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'ouest (projet WACA ResIP) et le projet REDD+. Selon le compte-rendu officiel, la représentante-résidente de la Banque mondiale au Togo a, d'abord, souhaité qu'il y ait plus de célérité dans la mise en œuvre des sous-projets communautaires du projet WACA ResIP qui doivent contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations qui sont toujours dans l'attente des résultats. Ensuite, elle évoque la protection d'urgence du segment de côte entre Gbodjomé et Agbodrafo, qui vise à réduire la vulnérabilité des populations, en déplorant aussi la lenteur et les goulots d'étranglement qui entravent le bon



Image des échanges entre les deux parties

déroulement des marchés publics. Le reste a été un échange de politesse : après avoir relevé toutes ces difficultés, Mme Hawa Cissé Wagué a souhaité que le nouveau ministre regarde de près ces différents points et impulse un dynamisme au projet WACA ResIP qui constitue une réponse à l'érosion côtière. Foli-Bazi Katari a remercié pour la démarche,

s'est dit sensible à toutes les préoccupations soulevées et a promis de s'investir pour faire aboutir ce projet. Et pourtant, il est chanté dans tous les discours que le projet si cher aux plus hautes autorités togolaises !

A noter que le WACA ResIP a engendré 11 sous-projets communautaires pour lutter contre les changements climatiques en

duisant la vulnérabilité des bénéficiaires que sont les femmes et les jeunes. Pour une durée de 5 ans, il est financé par la Banque mondiale, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'Etat togolais pour un montant de 31 milliards de francs Cfa. Les conventions de gestion ont été signées le 8 novembre 2019 à Lomé. A cette date, le ministre disait si bien à

haute voix : «*je vous donne l'assurance que le gouvernement ne ménagera aucun effort pour faciliter et veiller à l'exécution du projet WACA en toute transparence en vue de l'atteinte des objectifs*». Il avait aussi promis mettre en place un mécanisme de contrôle de l'exécution physique et financière afin de garantir l'efficacité et l'efficacité de la gestion

des sous-projets.

Les principales activités des 11 sous-projets communautaires (à mener par les commissions préfectorales de développement durable) sont, entre autres, la gestion des aires communautaires de haute valeur écosystémique, la gestion durable des terres, la réhabilitation des petites infrastructures endommagées par les aléas, les travaux de curage des canaux naturels pour l'amélioration de la performance des canaux de drainage des eaux, la pollution et la gestion des déchets et les activités génératrices de revenus. Six pays ouest-africains sont concernés par le WACA : Bénin, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Sao Tomé Príncipe, Sénégal et Togo. C'est un projet dit d'espoir pour les riverains du littoral eu égard aux menaces de l'érosion côtière.

A terme, le segment entre Agbodrafo et Aného frontière Bénin, long de 18 km, doit être protégé, le chenal de Gbaga sur 24 km dragué, 3.000 ménages mis à l'abri des inondations.

Société et politique

Les Evêques rappellent leur message de juin 2020

A la fin de leur 125^{ème} session tenue à Kara du 19 au 23 octobre 2020, les Archevêques et Evêques du Togo ont exprimé leur vive préoccupation face aux conséquences engendrées par la Covid-19 dans la vie ecclésiale et sociale depuis le mois de mars 2020. Tout en en rendant grâce au Seigneur parce que le Togo n'a pas connu les lourdes pertes en vies humaines observées sur d'autres continents. Ils ont aussi remercié le sommet de l'Etat pour les efforts déployés

dans la lutte contre ce fléau et exhorté tout le monde à observer les mesures barrières préconisées. Comme tout le monde, ils sont convaincus qu'il nous faut désormais vivre, pendant un certain temps, avec la Covid-19. Donc «*au regard de la reprise progressive des activités dans tous les secteurs de la vie sociale, notamment les écoles, les services, les marchés, les lieux d'accueil et de restauration, ils jugent opportun que toutes les églises et autres lieux de culte*

soient eux-aussi ouverts aux fidèles, dans le respect des dispositions de prévention», plaident-ils. Message adressé à l'Exécutif qui avait pris la décision de fermer provisoirement les lieux de prière, puis les rouvrir progressivement.

A la même occasion, les Evêques ont encore fait parler leur cœur politique. «*Les Evêques ont déploré les propos diffamatoires et mensongers que des personnes mal intentionnées font circuler sur les réseaux sociaux sur*

la Conférence des Evêques, en particulier sur Mgr l'Archevêque de Lomé qu'ils accusent de tous les maux. A ce sujet, les Evêques rappellent ce qu'ils avaient écrit lors de leur Session de juin 2020 : «*Tant que le mensonge sera utilisé en particulier dans les médias et sur les réseaux sociaux comme stratégie de déstabilisation des personnes et des institutions [...], les remous politiques seront inévitables dans notre pays*». La paix sociale, la justice, la démocratie,

l'alternance tant souhaitées pour notre pays ne seront effectives que si chacun de nous accueille l'appel du Dieu à la conversion et s'engage résolument au service du bien commun, de la vérité et du droit. Pour implorer cette grâce, les membres de la Conférence des Evêques du Togo invitent tous les fidèles à observer un triduum de jeûne et de prière les 28, 29 et 30 octobre 2020», précise le communiqué rendu public.

Soupçonnée de propager des cas d'infections à la Covid-19

Ethiopian Airlines bannie de Shanghai pendant 5 semaines

Jean AFOLABI

Ethiopian Airlines (ETH) écope de 5 semaines de suspension sur sa ligne de Shanghai, après que 15 passagers ont été testés positifs à la Covid-19. Certains d'entre eux avaient pourtant obtenu un certificat de négativité à l'hôpital chinois d'Addis Abeba, qu'ETH ne recommande désormais plus, rapporte le portail francophone Newsaero. Le vol ET 684 d'Ethiopian Airlines qui relie Addis Abeba à Shanghai sera ainsi suspendu entre le 26 octobre et le 29 novembre. En effet, cinq passa-

gers du vol ont été testés positifs à leur arrivée à l'aéroport de Shanghai Pudong le 6 octobre, tandis que 10 voyageurs supplémentaires sur le même vol ont été testés positifs le 13 octobre, a indiqué la Civil aviation administration of China (CAAC). Les passagers infectés ont été mis en quarantaine à leur arrivée.

Selon une directive de la CAAC, en vigueur depuis le 4 juin, tout vol sur lequel cinq à neuf passagers sont testés positifs au virus sera suspendu pour une période d'une semaine. Au-delà de 10 cas, la compagnie fera l'objet d'une sus-

pension de quatre semaines sur cette route. A l'inverse si tous les passagers entrants sur un vol sont testés négatifs pendant trois semaines consécutives, la compagnie aérienne exploitante sera autorisée à augmenter ses vols à deux rotations par semaine.

Ce n'est pas la première fois qu'Ethiopian Airlines est punie par la CAAC, indique-t-on. Elle avait déjà été suspendue sur la route Addis Abeba-Shanghai pendant une semaine, à compter du 31 août dernier, après que 5 passagers ont été testés positifs. En réaction à cette nouvelle suspension,



Ethiopian Airlines a annoncé dans un communiqué qu'elle n'acceptera plus les tests PCR effectués à l'hôpital général chinois de Silk Road d'Addis-Abeba où plusieurs de ses passagers testés positifs avaient pourtant reçu leurs certifi-

cats médicaux de négativité à la Covid-19. Entre temps, la compagnie va poursuivre ses vols commerciaux de passagers vers les villes chinoises de Chengdu et Guangzhou.

Projet «Filets sociaux de base»

Des infrastructures éducatives réceptionnées dans les Savanes

Etonam Sossou

L'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB-) a réceptionné, du 13 au 16 octobre 2020, de nouvelles infrastructures éducatives équipées en mobiliers et dotées de forages photovoltaïques pour le compte des communautés de Bola, Bankatimoaga, Babigou, Onabigou, Kpassongue, Tidonte 2 et Nayengue 2 dans la préfecture de Tône et de Tchawolgou, Djankougli, Namoudjoga, Todjena et Ogaro-centre dans la préfecture de Kpendjal-ouest. Financés à hauteur de plus de 136 millions F CFA, par la Banque Mondiale et l'Etat Togolais, ces nouveaux ouvrages sont composés d'un bâtiment scolaire de trois classes,



bureau du directeur, d'un dépôt, de deux blocs de latrines à trois cabines chacun et des table-bancs et bureau du directeur et enseignants par école et des forages photovoltaïques avec des bornes fontaines.

La réalisation de ces ouvrages fait partie de la composante infrastructure socio-économique de base qui soutient la réhabilitation et la construction d'infrastructures de base dans les communautés ciblées afin d'accroître l'accès



aux services socio-économiques afférents.

Sur 200 ouvrages à réaliser sur le plan national, 57 ouvrages sont prévus exclusivement dans 57 villages qui bénéficient des infrastructures socio-économiques de base dans la région des Sa-

vanes dans le cadre du projet de Filets sociaux et services de base (FSB). Ces ouvrages sont répartis comme suit : 30 infrastructures classiques (27 bâtiments scolaires, 2 marchés et 1 centre communautaire) et 27 forages. Ces microprojets sont choisis et sou-

mis par les communautés bénéficiaires à l'ANADEB Antenne régionale Savanes, qui à son tour, les soumet à la validation du Comité régional d'approbation (CoRA), qui est l'instance mise en place par le gouvernement togolais pour apprécier la pertinence des microprojets en rapport avec la carte de pauvreté du pays et les priorités des différents secteurs, notamment la santé, la planification, l'éducation et l'hydraulique.

Les travaux ont démarré fin janvier dernier et ont exécutés sous le contrôle de l'ANADEB par deux entreprises spécialisées (EGB et LEADER FORAGE TOGO), recrutées sur appel d'offres. A ce jour 23 infrastructures dont 12 bâtiments scolaires, 2 marchés et 9 forages ont été provisoirement réceptionnés.

Préparatifs de la rentrée scolaire Le marché des livres La Covid19 joue en faveur de la «librairie par terre»

Ces livres communément appelés «librairie par terre» sont sollicités pour leur vil prix et surtout grâce à la possibilité qui est offerte aux clients, de procéder à l'échange des livres. Cette année, les impacts de la crise à coronavirus sur l'économie, contraignent beaucoup de parents à aller vers ce type de librairie.

A une semaine de la rentrée scolaire, les étals des librairies font le plein de livres : les trottoirs de Lomé aussi. Installés à même le sol, des vendeurs de livres de seconde main, proposent des manuels scolaires et des cahiers. «J'ai de très faibles revenus ces derniers mois. Avec cinq enfants en âge scolaire, je ne suis plus en mesure d'acheter les livres dans des librairies classiques, avec la Covid19 qui a négativement impacté sur mes revenus. Je suis venu changer les anciens livres qui ne sont plus nécessaires contre ceux fournitures», explique M. Moukpé Charles, un client qui justifie ainsi sa présence en ces lieux. En fait, l'échange de livres comme son nom l'indique, consiste à troquer un livre contre un autre : à condition qu'ils aient la même valeur marchande. Cette valeur étant fixée par le vendeur, il faut très souvent y adjoindre une certaine somme d'argent : le vendeur estimant que le livre qu'il donne est plus coûteux que celui que le client lui remet. Concrètement, lorsqu'un client apporte un livre, le vendeur évalue le prix dudit livre sur la base de son état de délabrement. Ce prix servira alors de base pour l'achat d'un autre livre. Afiwa E. trouvée ce 23 octobre 2020, chez Ekué un vendeur de livre au marché, souhaite

changer des livres de la classe de cinquième pour ceux de quatrième. Elle est en possession de 8 livres et voudrait en acquérir 11. Après évaluation et marchandage, Afiwa doit donner la somme de 11.200 Fcfa en plus, pour rentrer en possession de ses nouveaux livres. «Je suis satisfaite car j'ai résolu deux problèmes en même temps. Je me suis débarrassée des anciens livres et j'en ai acquis d'autres à des prix que je trouve raisonnable. S'il avait



fallu que j'aie à la librairie, je pense que j'aurais déboursé au moins 35.000 Fcfa. Ce qui est impossible en cette période», affirme-t-elle avec satisfaction.

Le marchandage est aussi l'une des caractéristiques de la vente des livres usagers. Alors qu'en librairie on achète sans sourciller, la pratique veut que le prix du livre vendu dans la rue soit systématiquement débattu. Face à la crise sanitaire, des vendeurs mettent

sur pied des stratégies pour tirer davantage profit de leur activité. « Nous avons ce que nous appelons le prix taxé. Il est généralement très élevé. A cause de la Covid19 et surtout que l'offre est élevée, nous procédons à une réduction afin qu'il achète le livre à un prix réduit avec un minimum de bénéfices. Nous sommes obligés de procéder ainsi pour aider les parents en difficultés, ne pas vendre à perte», explique Ekué. Il arrive tout de même que

quelques clients se plaignent d'avoir acheté un livre usagé, plus cher que le neuf. « Il faut toujours se renseigner sur le prix du livre neuf avant de se rendre chez les vendeurs de rue », recommande Afiwa, qui dit avoir une bonne connaissance du milieu. Grâce à ces atouts particuliers, la «librairie par terre» reste la seule chance pour beaucoup d'élèves, de posséder leurs manuels scolaires, cette année.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°617 de LOTO KADOO du 16 Octobre 2020

La LONATO a procédé Vendredi dernier à son siège au 618^e tirage de LOTO KADOO avec bonus.

Lors du précédent tirage de LOTO KADOO, ce sont essentiellement des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs dans la plupart des villes du pays.

Toutefois la ville de LOME a enregistré un lot 1.000.000F CFA remporté auprès des opérateurs 60032.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

**AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE !
BONNE CHANCE A TOUS !!!**

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°618 de LOTO KADOO du 23 Octobre 2020

Numéro de base

36

52

69

84

47

Numéros bonus

34

49

LOTO SAM

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°173 DE LOTO Sam du 17 Octobre 2020

Le tirage N°173 du LOTO Sam a eu lieu Samedi 24 Octobre 2020 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Samedi dernier, de nombreux gros lots ont fait le bonheur des parieurs à LOME, NOTSE, ANIE, KPALIME et DAPAONG. Dans les autres villes du pays ce sont essentiellement de lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à un million de francs qui ont fait le bonheur des parieurs.

A LOME, un lot de 1.000.000F CFA et quatre lots de 1.500.000F CFA ont été remportés auprès des opérateurs 70327, 70347, 90300, 50437, 30127.

La ville de NOTSE a enregistré sur le point de vente 20222, un gagnant d'un lot de 1.000.000F CFA.

A ANIE et KPALIME, ce sont des gros lots de 2.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de parieurs qui ont tenté leur chance respectivement auprès des opérateurs 20428 et 40026.

La ville de DAPAONG n'est pas en reste avec un lot de 1.250.000F CFA remporté sur le point de vente 10131.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°174 de LOTO SAM du 24 Octobre 2020

Numéro de base

60

71

29

76

18



SPÉCIALE PROMO Togocel LEGEND⁺



À **5900** F CFA
seulement
~~8000 F~~



Double SIM



Radio FM,
MP3 MP4



Slot microSD
jusqu'à 8Go

Promo valable du 28 septembre au 27 octobre 2020. Téléphone disponible en agence Togocom et dans les points de vente agréés dans la limites des stocks disponibles